

Pour une rentrée à 100% présentiel à l'Université de Lorraine

A l'heure où les indicateurs sont au vert, où le déconfinement s'accélère, où l'on rouvre les cafés, les restaurants, les piscines, bientôt les théâtres et les cinémas, où l'on annonce que l'on pourra circuler sans restriction dans les trains et les avions, le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation, les rectorats et les présidences d'universités veulent imposer une rentrée universitaire à distance, ou au mieux "hybride" avec des capacités d'accueil divisées par deux ou plus.

Alors qu'il est partout urgent d'attendre, d'être souple et de s'adapter, à l'université il faudrait déjà figer le premier semestre 2020/21 complet dans ce mode virtuel, car si l'on commence en mode "dégradé", il faudrait que ce soit pour le semestre complet ! Ni les étudiant.e.s ni les personnels n'ont été interrogé.e.s sur la façon dont elles et ils ont vécu l'enseignement / l'évaluation à distance ces trois derniers mois. On ne leur demande pas leur avis sur ce qu'il conviendrait de faire à la rentrée. On n'informe même pas les étudiant.e.s de l'UL de ce qui est susceptible de les attendre !

L'exemple frappant de l'hôpital n'aura servi à rien : la réponse de nos instances est toujours plus gestionnaire, verticale, toujours moins collégiale. Le vécu et les aspirations des personnels comme des étudiant.e.s ne les intéressent pas. Elles refusent d'admettre que l'enseignement virtuel, fût-il hybride, pose d'innombrables problèmes pédagogiques, sociaux, économiques et psychologiques [1]. Nous avons été contraint.e.s à l'expérimenter durant plus de deux mois. Ces modalités ne représentent une solution satisfaisante pour personne. L'enseignement ne peut se passer des nécessaires interactions, des discussions, des échanges, de la transmission et la construction du savoir de manière collective. Pour cela, la présence physique est incontournable. Et que dire de la vie étudiante dans un tel contexte, si importante pour se construire ? Elle disparaîtra totalement de nos campus et avec elle la solidarité qui continuait à exister tant bien que mal.

Au mépris de cette expérience, le ministère vante au contraire ces soi-disant "innovations pédagogiques", nous demande de nous engager dans cette "révolution" [2] et lance un appel à projets ANR "hybridation des formations" pour qu'enfin nous "enrichissions nos modes traditionnels d'enseignement" ! [3]

Dans le même temps, après deux mois d'opposition de la communauté universitaire, finalement rendue silencieuse par le confinement, le gouvernement ressort son projet destructeur et marchand de "Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche" (LPPR) et veut l'imposer sans négociation et avec un calendrier extrêmement serré (Conseil des ministres du 8 juillet). Ce projet de loi recule encore sur son volet "Financement de la recherche et des universités" et les prétendus moyens programmés n'engageront que les gouvernements futurs. Il conditionne ces financements hypothétiques à un train de mesures qui instaurent la précarité comme règle de recrutement, la compétition généralisée (entre universités, formations, laboratoires, catégories d'enseignants et de chercheurs, étudiants) comme règle de fonctionnement, et qui transfèrent toujours plus de ressources et de pouvoir décisionnel de la sphère publique à la sphère privée [4] [5].

Il est temps, chers et chères collègues et étudiant.e.s de toutes composantes, de reprendre la main sur nos aspirations à une université responsable, respectueuse d'un esprit de collégialité et confiante dans ce que nous pouvons faire collectivement. Il est temps de

s'informer sur ce qui se prépare pour l'université française, d'en mesurer les conséquences, ce que cela signifiera pour l'exercice de nos métiers, la qualité des formations, la liberté académique. Il est temps d'en finir avec cette vision de l'enseignement supérieur public et de la recherche publique comme une charge pesant sur la société, qui toujours coûte et jamais ne rapporte. La production de connaissances et la formation des jeunes générations sont une richesse qui ne doit pas être confinée ou virtualisée.

-- **Nous préparerons une rentrée à 100% en présentiel.** Nous demandons à décaler la rentrée pour pouvoir évaluer la situation sanitaire, prendre contact physiquement avec tous les étudiant.e.s, organiser un retour d'expérience sur cette fin d'année universitaire. Une rentrée hybride ne peut être envisagée que si la situation sanitaire en septembre l'exige et que la société est de nouveau confinée, auquel cas notre objectif doit rester le passage au 100% présentiel dès que possible. Nous nous opposons aux tentatives de pérennisation de la virtualisation ou de l'hybridation des enseignements.

-- **Nous ne ferons pas perdurer le fonctionnement de cette machine bureaucratique.** Chacun à notre niveau : dans nos composantes, dans les collegiums, les pôles de recherche, les laboratoires et les départements, prenons la parole, débattons, exposons nos vues, reprenons le contrôle dans l'organisation pédagogique de nos formations, la conduite de nos politiques de recherche et d'enseignement. Collectivement nous changerons les choses.

-- **Nous nous opposerons au passage en force de la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche** et appelons à participer aux manifestations qui auront lieu pour la combattre.

**Texte élaboré à la suite de l'Assemblée Générale
en plein air du 9 juin à la FST**

Si vous êtes d'accord avec cette tribune, vous pouvez la signer ici : <https://framaforms.org/appele-rentree-2020-2021-100-presentiel-1589571348> la diffuser à vos collègues et la faire parvenir aux étudiant.e.s des formations dans lesquelles vous intervenez, car elles et ils n'ont aucune information sur ce qui se prépare.

**Retrouvons-nous mardi 16 juin à 12h sur le CLSH à Nancy
pour discuter dans une AG en plein air et nous organiser,
avant d'aller soutenir l'hôpital public à 14h, devant l'ARS,
place de la république à Nancy ! [6]**

[1] <http://encourspasenligne.be/manifeste/>

[2] <https://www.ouest-france.fr/bretagne/enseignement-superieur-des-innovations-pedagogiques-mises-en-place-durant-le-confinement-6857653>

[3] <https://twitter.com/VidalFrederique/status/1268920823718588418>

[4] <https://academia.hypotheses.org/24364>

[5] <http://blog.educpros.fr/julien-gossa/2020/06/07/lppr-le-projet-de-loi/>

[6] <http://ulnancy.reference-syndicale.fr/2020/06/la-sante-publique-est-notre-bien-commun-defendons-la-tous-ensemble/>